

Les communistes révolutionnaires et la question de la nationalisation

Les nationalisations et le Capital : nationalisation bourgeoise

La question de l'emploi est au cœur des préoccupations des travailleurs, alors que le chômage de masse ne cesse de s'amplifier.

Les monopoles pour assurer le profit maximum en temps de crise licencient à tour de bras ou menacent de fermer les usines.

Concernant les entreprises comme PSA et Arcelor-Mittal, l'URCF, tout en défendant les revendications urgentes qui sauveraient temporairement les emplois comme l'interdiction des licenciements, a avancé le mot d'ordre de *nationalisation sans indemnisation et compensation* avec contrôle ouvrier de ces groupes.

Le succès de notre pétition pour la nationalisation sans indemnisation à PSA comme réponse anticapitaliste à la perte des emplois et usines : 4 000 signatures en un mois pour un mot d'ordre qui même dans son acception ancienne avait été abandonné par les Partis de la gauche parlementaire et qui est revenu sur le devant de la scène politique notamment grâce à l'action de l'URCF.

Ce mot d'ordre oppose clairement la classe ouvrière à la bourgeoisie monopoliste et à la différence d'autres comme l'interdiction des licenciements ne se situe pas uniquement dans le cadre des rapports de production capitalistes mais subvertit, nous verrons comment ces mêmes rapports.

Les marxistes-léninistes accordent toujours le primat au contenu de classe sur la forme. Le mot d'ordre de nationalisation présente un contenu de classe différent et forcément antagonique selon la classe qui le revendique.

Les campagnes massives de privatisations entreprises par l'Etat capitaliste et l'Union européenne ont fait oublier qu'ont existé des nationalisations de type bourgeois (c'est-à-dire dans l'intérêt du capital), dans les périodes où le Capital monopoliste avait intérêt à ce que les investissements soient assurés et garantis par l'Etat capitaliste.

Cette forme de monopoles d'Etat a été entreprise à grande échelle en Grande-Bretagne après la seconde guerre mondiale par le gouvernement travailliste, en dotant les propriétaires capitalistes de fortes indemnités.

Ce type de nationalisation correspond à une politique classique de CME (capitalisme monopoliste d'Etat) qui transfère l'argent des travailleurs en aides publiques à l'ensemble du Capital. Ce fut la politique de Mitterrand en 1981.

A Arcelor-Mittal (mais pas encore à PSA), la social-démocratie, par la voix de Montebourg, a annoncé l'idée d'une « *nationalisation temporaire d'Arcelor-Mittal dans l'attente d'un repreneur* », proposition relayée par des élus régionaux UMP, PS ... inquiets d'une nouvelle désertification économique de leur région.

Il s'agit là typiquement d'une « nationalisation de type bourgeois » dans la logique monopoliste puisqu'il s'agit après le groupe Mittal de trouver un autre groupe capitaliste repreneur, ce qui ne signifie pas d'ailleurs que même ce type de nationalisation ait l'aval du capital en toutes circonstances. Ayrault le dit, « *il faut des circonstances exceptionnelles* », traduisons, il faut que le capital lui-même appelle de ses vœux ces nationalisations de type bourgeois, notamment quand la faillite menace, dès lors l'argent public des travailleurs prend le relais pour permettre l'accumulation des capitaux.

Finalement le gouvernement social-démocrate a capitulé devant les vociférations de la patronne du MEDEF qui parlait de « *pur scandale* » et « *de vol de la propriété* » et s'est rallié aux manœuvres fuyantes de Mittal.

Les travailleurs d'Arcelor-Mittal se retrouvent confrontés à une lutte qui ne peut avoir de débouchés que dans une nationalisation démocratique et populaire sans indemnités du

propriétaire et avec contrôle ouvrier, leur lutte doit bénéficier de la solidarité de toute la classe.

Avec les nationalisations bourgeoises, les mécanismes du Capitalisme Monopoliste d'Etat (CME) sont en place, l'argent public renfloue les caisses et le propriétaire est doublement spolieur puisqu'il va encaisser des indemnités publiques à hauteur du coût de l'action boursière voire d'autres compensations. Les travailleurs dans la durée n'ont rien de bon à attendre de telles mesures.

Ensuite, les nationalisations bourgeoises peuvent revêtir différentes formes : simple capitalisation par l'État sur le modèle Obama pour *General Motors* ou rachat de l'entreprise par l'État, la classe capitaliste et le monopoleur est gagnant.

C'est en cela que la classe capitaliste considère cette mesure de nationalisation comme envisageable dans des circonstances exceptionnelles, dans l'attente du jour où le Capital assuré de la rentabilité financière, la privatisation sera à nouveau à l'ordre du jour.

La proposition du PCF « *d'intervention publique* » pour Arcelor-Mittal relève de la même démarche de CME.

L'exigence de nationalisation sans indemnisation avec contrôle ouvrier au cœur de la stratégie de l'URCF

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, la social-démocratie a avancé dans les années 30, le mot d'ordre de nationalisation de certains monopoles avec indemnisation de ces groupes. L'Internationale Communiste l'a condamné à juste titre comme nous condamnons comme leurre, la démarche de Montebourg et du PS. Dans cette démarche, il s'agit de voler au secours de la classe capitaliste quand elle est prête à transférer à l'État bourgeois, la charge des investissements qu'elle juge incompatible avec la réalisation du profit maximum de monopole.

Les communistes ne sont pas opposés à toute nationalisation. Sur cette question comme sur d'autres, il n'est pas en soi de dogme, c'est l'analyse concrète d'une situation concrète qui fournit la réponse. Dans les pays libérés du colonialisme et de l'impérialisme, la nationalisation est un moyen d'assurer l'indépendance nationale et de prendre possession et contrôle d'entreprises aux mains du Capital international.

Après la Seconde guerre mondiale, le programme du CNR prévoyait « *le retour à la nation des trusts* ».

Furent engagées en France, de vastes mesures de nationalisations de 1945 à 1947 dans un pays toujours capitaliste mais où existait un rapport de forces instable entre la bourgeoisie monopoliste affaiblie par son aile collaboratrice et le prolétariat qui avait été le fer de lance de la résistance patriotique populaire armée.

Dès lors, les nationalisations (même si des indemnités importantes furent versées aux propriétaires) en raison du poids très important du Parti communiste, obligèrent le Capital à des reculs et concessions (pour sauver l'essentiel de son système et de son pouvoir d'État) : Statuts, CDI, volonté affichée de satisfaire les besoins ; ce qui diffère du programme de nationalisations en Grande-Bretagne où le poids du Parti communiste (PCGB) était beaucoup plus faible, les travaillistes assurant largement l'hégémonie du courant réformiste sur le courant révolutionnaire.

La critique des nationalisations opérées en occident, faite par le PC(b)US et le Kominform (Bureau d'information qui regroupait 9 Partis Communistes d'Europe, ceux au pouvoir et ceux d'Italie et de France) portait surtout sur la « voie britannique » de nationalisation qui servait d'alibi au concept de « socialisme démocratique » forgé par les partis sociaux-démocrates pour combattre le communisme, tout en servant le capitalisme.

En France, ce furent des nationalisations démocratiques (1945-47) avant que s'impose la course à la rentabilité, le plein développement du CME ... et les privatisations, faute de stratégie viable pour gagner le renversement du capitalisme.

En posant le concept de nationalisation, les révolutionnaires-communistes doivent étudier à fond l'expérience de 1945-47 et tirer les leçons et insuffisances, dépasser certaines thèses opportunistes tout en mesurant que la situation d'après-guerre était largement originale.

En effet, le PCF devait avancer des réponses concrètes tenant compte d'un côté de la position générale de la bourgeoisie monopoliste française qui se montrait plus que réticente pour investir dans l'industrie et misait même sur son sabotage, par crainte du communisme, elle prônait la vassalisation du pays à l'impérialisme américain et de l'autre sur les aspirations de la classe ouvrière à mieux vivre, à conquérir des droits nouveaux démocratiques et sociaux, au maintien et au développement des emplois, ce qui passait par la relance d'une industrie nationale. Les nationalisations, dont le PCF fut un acteur majeur, permirent la satisfaction de beaucoup de besoins les plus urgents.

Parmi les erreurs commises nous devons apprendre des points suivants afin de ne pas les reproduire.

1 - Dans le prolongement d'une tendance lourde du mouvement ouvrier révolutionnaire français, il y eut « oubli » ou sous-estimation de la nature de classe de l'État. « *Rendre à la nation les trusts* » omet de préciser qu'une nation bourgeoise sous le pouvoir (dictature de classe) de la bourgeoisie monopoliste est régie par l'antagonisme de classe entre Capital et Travail, bourgeoisie et prolétariat. La nation ne saurait constituer l'intérêt général commun à toutes les classes. Les nationalisations étaient donc l'objet d'une lutte de classes entre Capital et Travail, ne pas le dire sous prétexte de références à la Nation ne permet pas à cette lutte de s'engager sous les meilleures auspices.

Les nationalisations démocratiques se heurtèrent rapidement aux limites du CME, à l'anticommunisme déchaîné qui conduisit sous injonction US à l'expulsion des communistes du gouvernement.

Sans stratégie révolutionnaire de renversement du pouvoir d'État capitaliste et instauration du pouvoir de la classe ouvrière, les nationalisations ne sauraient en aucune circonstance déboucher sur la socialisation des moyens de production et d'échange décisifs, sinon, on accrédite les thèses réformistes selon lesquelles le capitalisme se transforme pacifiquement en socialisme par accumulation de réformes.

2 – En 1945-47 exista la tendance dans le PCF à confondre les démocraties populaires avec la situation en France. Certes en France, le PCF était le premier Parti au Parlement avec près d'un tiers des électeurs mais l'État restait aux mains de la classe capitaliste appuyée par les troupes d'occupation US. La lutte extra-parlementaire était donc décisive pour affirmer le caractère antimonopoliste des nationalisations. Cette lutte ne fut pas menée avec l'énergie suffisante.

Le gouvernement en France rassemblait une coalition hétérogène (reflet de l'équilibre instable) où étaient représentés les partisans des deux classes antagonistes (bourgeoisie et classe ouvrière). L'URCF considère comme juste la participation du PCF au gouvernement de coalition parce qu'il fallait gagner le maximum de gains démocratiques pour favoriser le développement présent et ultérieur des luttes de classes, pour contrecarrer et miner la stratégie du Capital.

Les nationalisations et leur devenir constituaient une bataille continue même si rapidement, elle sont été présentées sous l'angle de la défense des conquêtes sociales plus que du combat permanent pour les développer quantitativement et qualitativement.

Dans les démocraties populaires, les insurrections libératrices du Peuple-Travailleur sous la direction du Parti Communiste bénéficiaient avec l'Armée Rouge soviétique d'un allié de classe révolutionnaire qui paralysa toute volonté du soulèvement de la part de la bourgeoisie, de ses alliés et de l'impérialisme.

De fait, dans les pays de l'Est Européen, l'hégémonie du prolétariat contenait en germe l'exercice de la dictature du prolétariat, l'État capitaliste était brisé progressivement, ces appareils coercitifs (armée, sécurité, police, corps économiques) avaient été démocratisés et étaient dirigés par des militants communistes issus du prolétariat ou de l'intelligentsia révolutionnaire. Les nationalisations dans les démocraties populaires expropriaient le Capital et leur champ s'élargissait rendant possible un début de planification, en 1947 l'essentiel des entreprises appartenaient au secteur d'Etat.

Les erreurs du fameux économiste de l'Internationale Communiste Varga, erreurs critiquées par le Parti Communiste (bolchevique) de l'Union soviétique (PC(b)US)) portaient précisément sur l'incompréhension de la nature de classe des Etats de démocratie populaire qui n'étaient plus dirigés par la bourgeoisie, sur le concept d'un prétendu « stade intermédiaire » entre l'Etat capitaliste et l'Etat ouvrier.

Les luttes de classes continues débouchèrent en 1948 dans ces pays sur le passage au socialisme, le système capitaliste avait été renversé !

3 – Comme durant la Résistance armée antifasciste, où le PCF sut voir la priorité de l'heure « chasser l'occupant fasciste », en 1945-47 la bataille pour les nationalisations ne fut pas connectée à la définition d'une stratégie révolutionnaire pour le socialisme.

Il faut revenir sur les incidences de la phrase répétée durant des décennies sur « *le socialisme n'est pas à l'ordre du jour* », cela peut être vrai au moment immédiat mais la stratégie communiste bien comprise est de relier les aspirations immédiates, sociales et démocratiques à la diffusion de la conscience qu'il faut en finir avec le capitalisme pour résoudre tous les maux dont souffrent les travailleurs.

Les luttes quotidiennes doivent donc être reliées à une stratégie véritablement communiste pour renverser le capitalisme

Les nationalisations et leur défense impliquaient une bataille contre le Capital. Ce dernier avait ses propres objectifs de classe comme en Grande-Bretagne : assurer les investissements par l'argent public, dégager les secteurs rentables, développer au fur et à mesure des décennies, la seule rentabilité financière avec une gestion capitaliste d'État puis accumuler toujours plus de capitaux pour organiser les privatisations de ces entreprises, avec l'aide de la réaction ou de la social-démocratie.

Pour les marxistes, aucun phénomène social ne peut être pensé, analysé sans luttes de classes. Le devenir des nationalisations ne peut être résumé, comme le répètent les Cassandre de tous poils, sous l'angle de l'échec programmé sur le mode « je vous l'avais bien dit ». Tout dépend de nos luttes syndicales et politiques.

Avec une stratégie révolutionnaire, des luttes de classes continues, un haut degré de conscience révolutionnaire, l'histoire et les nationalisations auraient pu déboucher sur un tout autre résultat historique.

Il n'y a jamais de fatalité de la défaite à condition de se doter des enseignements marxistes-léninistes, de développer une pratique de même nature qui rencontrera le succès si le rapport de forces est au rendez-vous.

Dans les pays impérialistes, les Partis communistes se heurtent, depuis la fondation de l'Internationale communiste, à la tâche complexe de définir les voies de transition à la révolution socialiste.

Passons sur les prestidigitateurs contemporains qui se prononcent pour le socialisme « sans transition », comment ? Nous ne le saurons pas pour cause!

Nous avons là, une confusion entre étape dite préalable et transition. L'opportunisme à partir des années 1960 a consisté entre autre à définir une étape préalable avec un stade intermédiaire : « Démocratie avancée », « démocratie antimonopoliste » etc. Etape qui « ouvrirait la voie au socialisme » selon la formule consacrée, sur la base d'une coalition avec la social-démocratie.

En somme, il fallait faire le passage obligé d'une alliance programmatique avec le réformisme pour poser (grâce à lui sans doute) la question du passage au socialisme !!!

C'est là toute l'impasse des tactiques opportunistes issues de la ligne générale du XXème Congrès du PCUS (rapport Khrouchtchev)

De nos jours, des survivances opportunistes existent dans le mouvement communiste français avec les « Etapes » nationale ou antilibérale ... remettant la stratégie révolutionnaire pour le socialisme à la réalisation de cette étape voire d'un stade intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Les tenants d'une étape préalable au socialisme sous-estiment ou nient la portée du concept léniniste d'hégémonie du prolétariat dans le mouvement démocratique et place ce dernier sous la direction du social-réformisme ou d'une alliance avec certains secteurs de la bourgeoisie

Du point de vue stratégique, aujourd'hui, la question posée au mouvement ouvrier est double afin de solutionner les maux dont il souffre, de satisfaire durablement ses besoins fondamentaux.

1 – Remettre en cause la propriété des moyens de production et d'échange monopolisés qui appartiennent actuellement à une minorité, l'oligarchie financière, par un processus historique de luttes qui conduira à la Révolution socialiste et ensuite organiser le transfert de cette propriété capitaliste à l'ensemble des travailleurs par la socialisation des entreprises.

2 – Appréhender l'État comme le pouvoir exclusif (dictature au sens marxiste) de la fraction dirigeante de la classe dominante : la bourgeoisie monopoliste, s'engager dans le processus historique qui conduit au renversement du capitalisme et de son État, briser cet État de domination sur la majorité des travailleurs et citoyens, instaurer le pouvoir ouvrier et populaire (dictature du prolétariat, c'est-à-dire de la majorité laborieuse sur la minorité exploiteuse renversée).

Pour résoudre cette double tâche historique dont les conditions objectives sont mûres depuis longtemps, le facteur subjectif (Parti communiste et masses conscientes) doit progresser qualitativement, un véritable parti communiste ouvrier et révolutionnaire doit être fondé.

La question de la transition (des voies transitoires) à la Révolution est donc décisive. La transition n'est pas une étape préalable où les communistes dilueraient momentanément leur but final mais la découverte des moyens et voies qui font prendre conscience à la majorité des travailleurs (concept politique et non arithmétique) que le renversement du capitalisme est la solution pour se débarrasser des bas salaires ; du chômage ; de l'allongement du temps de travail et de carrière ; des restrictions de la démocratie, pour gagner une véritable démocratie populaire où les travailleurs seront maîtres de leur destinée.

Renversement du capitalisme qui, au moyen de la Révolution prolétarienne et populaire assure le passage au mode de production communiste avec le socialisme comme première phase.

La nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emplois est l'un de ces axes transitoires à l'expropriation finale des expropriateurs.

Dans cette exigence tous les termes sont importants et indissociables.

« Sans indemnisations » car il s'agit bien de sanctionner des propriétaires capitalistes qui n'hésitent pas, forts de leur propriété, à sacrifier des emplois, des vies humaines, des villes et des régions pour satisfaire leur soif de profit maximum.

Durant des décennies et siècles, ils se sont enrichis de la plus-value produite par les travailleurs, s'accaparant les richesses. Durant des décennies grâce au mécanisme du CME, les capitalistes ont reçu des aides publiques sur le mode « *Les investissements d'aujourd'hui sont les emplois de demain* » ... pour des résultats aggravés et catastrophiques pour les travailleurs.

Si bien qu'en ce début de 21^{ème} siècle, nous vivons plus mal, que nos besoins sont toujours moins satisfaits qu'au 20^{ème} siècle !

Cette exigence a pour but de montrer que le système capitaliste n'est pas la fin de l'histoire, que la classe ouvrière et les autres catégories de travailleurs sont aptes à diriger le pays contre la bourgeoisie monopoliste et sans elle !

Avec Contrôle ouvrier. L'expropriation est une mesure de justice sociale, mais indissociable de l'exigence de contrôle ouvrier ; ce qui a fait défaut dans la vague de nationalisations de 1945-47 (avec de plus, indemnités et rentes à vie des capitalistes) ce fut l'absence de contrôle ouvrier pour vérifier la gestion de l'entreprise, mobiliser les travailleurs afin de dénoncer publiquement les salaires scandaleux des cadres dirigeants, l'affairisme, les investissements impérialistes à l'étranger, la recherche de la rentabilité financière.

Avec le contrôle ouvrier, la classe ouvrière et les travailleurs seront à bonne école pour forger leur rôle dirigeant ultérieur dans la société socialiste de demain.

Cette lutte pour les nationalisations sans indemnités présente un caractère original inédit dans notre pays, nous l'avons vu, il ne s'agit pas de reproduire ce qui a existé dans le passé.

Cette exigence revêt un caractère anticapitaliste puisqu'elle s'attaque (sans encore la supprimer) à la propriété capitaliste, aux diktats totalitaires de l'Union européenne qui interdisent de fait les nationalisations démocratiques, sans indemnités.

Cette exigence anticapitaliste se vérifie aussi dans le fait qu'elle ne pourra que résulter des luttes de classes d'ampleur exerçant une pression maximale sur les gouvernements bourgeois de droite ou de « gauche ».

Ignorons les promesses des démagogues réformistes comme Montebourg ou le front de gauche mais appuyons-nous sur les aspirations engendrées par la démagogie pour vaincre ces mêmes appareils sociaux-réformistes

Les grandes conquêtes sociales ont toujours été le fruit des luttes, grèves, grèves générales, manifestations massives assurant la transformation du rapport de forces entre Capital et Travail.

C'est précisément ce rapport de forces qui déterminera le degré de progressisme de la nationalisation arrachée par les luttes. Bataille qui implique la lutte de classes dans toutes ces dimensions.

Politique : il faudra combattre des adversaires puissants : les partis du Capital UMP, PS, FN défenseurs des monopoles mais aussi infliger des reculs aux organismes impérialistes internationaux : Union européenne, Fonds monétaire international, organisation mondiale du commerce ...

Dans cette lutte, nous devons convaincre les militants de base du Front de gauche et d'autres organisations « à la gauche de la gauche » dont les dirigeants prônent une « gestion sociale et humaine » en éludant la question de la propriété des moyens de production.

D'autant que on peut escompter sur le fait que les sociaux-réformistes ne manqueront pas d'ailleurs, au fur et à mesure de la poussée de l'exigence de la nationalisation sans indemnité pour la contrer de se rallier à la vieille conception des nationalisations bourgeoises qui satisfont le Capital monopoliste ... et la bureaucratie « ouvrière » qui y gagnerait des sinécures possibles.

Les marxistes-révolutionnaires, tout en gardant comme un cap, la perspective stratégique de lutte pour le socialisme, doivent faire la clarté sur la nature de classe des nouvelles entreprises nationalisées.

Elles ne constitueront pas des « îlots de socialisme » et relèveront du capitalisme d'État puisque l'État et les autres entreprises restent aux mains de la classe capitaliste.

Toutefois ces entreprises nationalisées où les emplois seront sauvés, l'activité productive relancée, les besoins en partie satisfaits pourront servir d'exemple pour conscientiser l'ensemble du monde du travail sur la compréhension que l'avenir et le salut ne se situent pas dans un « bon repreneur » ou dans de « bonnes indemnités » mais dans le combat permanent contre la propriété capitaliste des moyens de production, par le processus qui en posant en dernière instance et en solutionnant la question de l'État conduira des nationalisations de certaines entreprises à l'exigence de socialisation de l'ensemble de l'économie, liquidant ainsi le capitalisme.

Pour l'URCF, le processus révolutionnaire peut coïncider avec une « guerre de position », de longue durée entre le Capital et le Travail jusqu'à l'offensive pour renverser le capitalisme.

La nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier implique toute une période historique où les travailleurs imposeront des reculs au Capital, gagneront et exerceront de nouveaux droits, contrôleront et dénonceront la gestion capitaliste, période où la conscience de classe devra progresser pour se poser la question de l'État et la nécessité de renverser le système d'exploitation.

Processus qui débouchera sur une rupture par la Révolution socialiste, la conquête du pouvoir ouvrier et le passage à la socialisation de tous les monopoles.

Economique : Arracher une nationalisation sans indemnisation exige déjà un puissant rapport de forces, mais cette dernière obtenue, s'en tenir ensuite au statu quo signifierait l'émergence d'un processus régressif vers le renforcement du CME par le recours au seul critère de rentabilité financière, les suppressions d'emplois et l'ouverture des privatisations.

Le combat pour les nationalisations sans indemnisations et avec contrôle ouvrier exige le déploiement d'une lutte de classes économique continue et même son exacerbation à certaines périodes, pour imposer la satisfaction des revendications populaires, pour que se livre la lutte non seulement pour interdire les licenciements mais aussi pour développer les emplois précaires en CDI et sauver le tissu industriel et régional.

Combat qui nécessitera la solidarité de l'ensemble des travailleurs face au Capital qui lui s'appuiera sur la toute puissance de son appareil d'État, sur les partis à son service, sur l'Union Européenne.

La bataille continue des travailleurs visera l'élargissement des droits, l'exigence croissante au-delà du contrôle ouvrier de diriger l'entreprise à la place de la haute bureaucratie d'État, quand cette dernière sera l'instrument du Capital pour affaiblir le contenu de la nationalisation et organiser la gestion capitaliste de l'entreprise.

Cette lutte permanente inspirée et appuyée par les communistes aura pour objectif de satisfaire toujours plus les besoins vitaux et urgents des travailleurs, de populariser le combat afin d'étendre le champ des nationalisations sans indemnisations à d'autres entreprises.

Idéologique : toute pratique présente un danger d'opportunisme qui a sa source dans le système impérialiste lui-même. Si la revendication de nationalisations sans indemnisations n'est pas reliée à une stratégie anticapitaliste jusqu'au bout (la conquête du pouvoir d'État), les nationalisations échoueront dans l'objectif de transformation sociale, la guerre de positions sera gagnée par le Capital.

Croire cependant que la seule propagande et l'étude des classiques du marxisme-léninisme suffiront à force de vérités répétées à préparer le passage à la révolution prolétarienne est naïf et révèle une véritable coupure avec les masses populaires.

Lénine nous apprend que ces mêmes masses en défendant leurs aspirations, éduquées par une ligne communiste véritablement matérialiste scientifique, se fondant sur leurs propres expériences revivifiées dans l'action, devront se convaincre que le socialisme est la seule alternative au capitalisme !

C'est ainsi que s'opère la fusion entre mouvement ouvrier et communisme quand nous ferons renaître un Parti Communiste de type nouveau sur le modèle léniniste, quand les batailles revendicatives et partielles trouvent leur finalité et aboutissement dans la perspective de la révolution anticapitaliste.

En ayant lancé la première, dès juillet le mot d'ordre de nationalisation sans indemnités et avec contrôle ouvrier, l'URCF dans sa campagne dans les usines et entreprises appelle les travailleurs à mesurer l'importance décisive et à s'en saisir, à la fois de la question de la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange (c'est-à-dire ce qui constitue la source de l'exploitation dont ils sont victimes) et celle de la nature de classe de l'Etat au service des monopoles.

L'URCF part de l'exigence de nationalisation sans indemnisation pour démontrer que la solution finale résidera dans le renversement du capitalisme par la révolution prolétarienne nationalement et internationalement.

Toutefois, cette dernière ne surgira pas spontanément mais à la suite d'un processus de luttes de classes ininterrompues. Ce processus qui constitue, ce que nous appelons une « guerre de positions » : conquête de nouveaux droits démocratiques et sociaux, opposition de plus en plus large aux guerres impérialistes, gains et élargissement des entreprises nationalisées... se transformera en « guerre de mouvement » quand l'avant-garde ouvrière aura convaincu dans l'action la majorité des travailleurs que la liberté et l'avenir passent par le renversement du système capitaliste et de son Etat !

« *L'histoire est celle des luttes de classes* » et « *ce sont les masses qui font l'histoire* », en prenant appui sur cet axiome du marxisme-léninisme, l'URCF rejette l'idée d'une démarche « programmatique » qui appellerait les travailleurs à attendre une victoire électorale par exemple du Front de gauche pour que s'engage la « *nationalisation des secteurs clés de l'économie* » selon la formule consacrée.

Dans cette démarche (outre son caractère peu réaliste) pour l'instant le Front de gauche oscille entre une position de « transformation de la logique économique » sans remettre en cause la propriété monopoliste ou le recours à des nationalisations traditionnelles de type bourgeois, la classe ouvrière est passive et cantonnée au soutien du gouvernement précité.

L'URCF préconise au contraire une démarche de luttes partant de la base afin que les travailleurs des entreprises où sont programmés des licenciements massifs, des fermetures de sites ou d'entreprises s'emparent de cette exigence de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.

Ainsi, la défense de l'intérêt quotidien et immédiat porte en germe car il commence dès maintenant le combat stratégique pour le socialisme.

C'est la voie pour que cette exigence de nationalisations sans indemnités se fraye un chemin dans la réalité et qu'elle se traduise par un contenu nouveau anticapitaliste, par une bataille de longue durée qui conduira à s'émanciper totalement du capitalisme.

Le combat pour la nationalisation sans indemnités des monopoles casseurs d'emplois, pour le contrôle ouvrier dans l'entreprise doit devenir le bien commun des forces politiques anticapitalistes et du syndicalisme de classe et de masse.

Il ne s'agit pas non plus de plaquer un schéma tout fait, préétabli consistant à revendiquer partout ce mot d'ordre, nous le posons et agissons dans les entreprises où les travailleurs luttent pour leur droit à l'emploi, droit fondamental, violé par le Capital

.Nous nous félicitons qu'après le lancement du mot d'ordre de nationalisation sans indemnités, le PCOF-Front de gauche (Parti communiste des Ouvriers de France) reprenne cette exigence, même si sa démarche stratégique reste différente.

Nous militants URCF travaillerons à élargir le rassemblement anticapitaliste en marche centré autour des nationalisations sans indemnités là où les travailleurs remettent en cause au

moins partiellement la propriété capitaliste : PSA, Arcelor-Mittal, Chantiers navals de Saint-Nazaire...

Ce sera une longue bataille de classe (avec des avancées et des reculs, puis une nouvelle marche en avant) qui occupera toute une période historique s'appuyant tout d'abord sur la nécessité de sauver les emplois, l'industrie, le tissu économique régional, d'augmenter les salaires et donc d'imposer des reculs au capital, à ses gouvernements et à l'UE.

Puis qualitativement par effet de « contagion », cette exigence de nationalisation sans indemnisation s'élargira toujours plus dans la classe ouvrière jusqu'à poser dans tout le pays la question de la liquidation de la propriété monopoliste, la question du remplacement de l'Etat capitaliste à briser par le pouvoir ouvrier et populaire, la question du passage de la nationalisation à la socialisation.

Double exigence qui sera satisfaite au bout de ce long processus de combat par la révolution socialiste, par la conquête du pouvoir d'Etat par le prolétariat et ses alliés, commencera alors l'édification du socialisme.

URCF le 30 novembre 2012